

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°24 - 21 mai au 17 juin 2018

SOMMAIRE

L'actu des régions en bref	p. 1
Législation - Réglementation	p. 1 à 3
Normes - Labels - Démarches	p. 3
Matériaux - Produits - Techniques	p. 4
Outils - Méthodologies	p. 4
Économie - Incitations financières	p. 5
Immobilier	p. 6 à 7
Éducation - Formation - Documentation	p. 7
Réalisations	p. 7 à 8
Professionnels - Entreprises	p. 8 à 9
Filières - Prestataires	p. 9
Bâtiment - Énergie	p. 10
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 11
Autres thèmes	p. 12 à 14

/// L'ACTU DES RÉGIONS EN BREF ///

France - « L'innovation collective, ça pulse ! Une énergie positive pour des territoires vivants » : le Cluster Eco-Energies et Ville & Aménagement Durable vous donnent rendez-vous les 17 et 18 octobre 2018 à Lyon pour la 7^{ème} édition du Congrès national du Bâtiment Durable

> www.congresbatimentdurable.com

Pays de la Loire - NOVABUILD organise la 3^{ème} édition de BtoBIM le jeudi 5 juillet 2018 à Nantes

> www.novabuild.fr/actualites/programme-btobim-faciliter-numerisation-btp-limmobilier

Grand est - Le 4 juin 2018, les Centres de ressources lorrain et champardennais ont fusionné en une même structure : Envirobat Grand Est - ARCAD LQE

> www.lqe.fr/actualites/32-actualites/2448-lqe-devient-envirobat-grand-est-arcad-lqe

/// SOMMAIRE ///

/// LÉGISLATION - RÉGLEMENTATION ///

Contrôle des installations d'assainissement non collectif : une note technique rappelle les règles - 18 mai 2018

Cette note rappelle l'intégralité de la réglementation applicable en matière d'assainissement non collectif et présente de façon didactique les moyens mobilisables afin d'améliorer le fonctionnement des services publics d'assainissement non collectif (SPANC), tout en veillant à garantir la proportionnalité du service rendu. Elle porte également à connaissance les travaux réalisés ou en cours, menés dans le cadre interministériel afin d'assurer l'harmonisation des contrôles réalisés sur les installations d'assainissement non collectif.

Six fiches techniques clarifiant la ligne à suivre par les services publics d'assainissement non collectif sont notamment présentées : les compétences des communes ou leurs groupements en matière d'assainissement non collectif ; le choix de mode de gestion pour le service public d'assainissement non collectif ; la nécessité d'un équilibre budgétaire des services d'ANC ; les actions à mener par les SPANC pour augmenter la transparence du service rendu aux usagers ; le rappel des intentions de la RT 2012 ; et, les actions à mener par les communes ou leurs groupements pour améliorer les pratiques de contrôle des installations.

Source :

> <http://circulaires.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&retourAccueil=1&r=43356>

Certificats d'économie d'énergie (CEE) : lancement d'un appel à programmes pour la période 2018-2020 - 24 mai 2018

Tous les acteurs du secteur, justifiant de références ou compétences sur le sujet, peuvent présenter un programme, qu'ils soient éligibles aux CEE ou non. Une enveloppe d'environ 200 millions d'euros, soit 40 TWh_{cumac} (quantité d'énergie économisée), est allouée à cet appel à programmes. Une première vague de clôture intermédiaire est fixée au 15 juillet 2018, la deuxième vague de cet appel étant programmée pour le 1^{er} octobre 2018.

Afin d'avoir une chance d'être sélectionné, le programme doit correspondre aux thématiques suivantes : démultiplier l'éducation aux économies d'énergie auprès des publics scolaires ; sensibiliser et former les TPE et PME, les syndicats et syndicats de copropriété et les banques aux économies d'énergie ; développer l'innovation technique pour la rénovation des bâtiments ; expérimenter des opérations territoriales modèles, ambitieuses et innovantes dans leur méthodologie qui seraient susceptibles d'activer le potentiel de massification et d'industrialisation de la rénovation ; réaliser davantage d'économies d'énergie d'origine fossile dans le secteur des transports et développer la mobilité et la logistique économes en énergie. La sélection des projets se fera selon leur avancée, leur périmètre et leur efficacité.

Source :

> www.batiactu.com/edito/lancement-un-appel-a-programmes-cee-periode-2018-2020-53034.php

Le Médiateur national de l'énergie publie son rapport d'activité pour l'année 2017 - 29 mai 2018

Recrudescence de « mauvaises » pratiques commerciales de la part de certains fournisseurs, problèmes récurrents de facturation et de service après-vente, qui ne sont pas seulement l'apanage des nouveaux entrants, et information peu transparente, ont marqué l'année 2017. Le rapport pointe en effet une recrudescence fulgurante (+19%) du nombre de litiges par rapport à 2016. Près de 2,2 millions de consommateurs se sont renseignés auprès de la plateforme et plus de 3 700 recommandations de solutions et accords amiables ont été émis.

Source :

> www.batiactu.com/edito/fournisseurs-energie-litiges-hausse-signale-mediateur-53083.php

A télécharger :

> « Rapport d'activité 2017 du Médiateur national de l'énergie » :
www.precarite-energie.org/IMG/pdf/ra_mne_2017.pdf

Audits énergétiques éligibles au CITE : les conditions de qualification des auditeurs sont précisées - 30 mai 2018

La loi de finances pour 2018 du 30 décembre 2017 a étendu le crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) à la réalisation d'un audit énergétique, en dehors des cas où la réglementation le rend obligatoire. Le décret n°2018-416 du 30 mai 2018 précise les conditions de qualification des auditeurs effectuant les audits énergétiques mentionnés à l'article 200 quater du Code général des impôts.

A télécharger :

> « Décret n°2018-416 du 30 mai 2018 relatif aux conditions de qualification des auditeurs réalisant l'audit énergétique éligible au crédit d'impôt sur le revenu pour la transition énergétique prévues au dernier alinéa du 2 de l'article 200 quater du Code général des impôts » : www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036964133

Fioul domestique : un décret précise la nouvelle obligation de certificats d'économie d'énergie - 30 mai 2018

Un décret, publié le 30 mai 2018, définit les modalités de remontée de l'obligation de certificats d'économie d'énergie (CEE) des vendeurs de fioul domestique vers les metteurs à la consommation de cette énergie. Ce transfert de l'obligation entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Le dispositif des certificats d'économie d'énergie reposait jusqu'à présent sur les distributeurs de fioul, soit près de 2 000 entreprises, qui sont à 90% des très petites structures comprenant moins de 10 salariés.

A télécharger :

> « Décret n°2018-401 du 29 mai 2018 relatif aux certificats d'économie d'énergie et aux obligations d'économie d'énergie auxquelles sont soumises les personnes mettant à la consommation du fioul domestique » :
www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036958029

Réseaux électriques intérieurs des bâtiments : le décret n°2018-402 du 29 mai 2018, entré en application le 31 mai 2018, introduit de nouvelles dispositions réglementaires dans le Code de l'énergie (articles D345-1 à D345-4) - Juin 2018

Ce décret précise les conditions d'existence des réseaux intérieurs des bâtiments ainsi que les droits et devoirs des propriétaires et gestionnaires d'immeubles de bureaux, utilisateurs des réseaux intérieurs, gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité, en lien avec ces réseaux.

Ainsi, le titulaire du point de livraison auquel le réseau intérieur d'un bâtiment est raccordé tient à disposition des utilisateurs raccordés à ce réseau intérieur les informations sur les frais d'acheminement dont il s'acquitte au titre de ce point de livraison en lien avec les consommations des utilisateurs. Le réseau intérieur permet l'installation de compteurs en décompte par Enedis, le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité. Le cas échéant, le propriétaire met en œuvre à ses frais les modifications nécessaires du réseau.

Il peut aussi abandonner ses droits sur le réseau en vue de son intégration au réseau public de distribution auquel il est raccordé. Dans ce cas, il est tenu au préalable et à ses frais de notifier au gestionnaire public son projet d'abandon, et de remettre en état le réseau intérieur pour satisfaire aux conditions techniques et de sécurité fixées en application de l'article L323-12.

A télécharger :

> « Décret n°2018-402 du 29 mai 2018 relatif aux réseaux intérieurs des bâtiments » :
www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036958072

Marchés publics : la Direction des affaires juridiques de Bercy publie le guide de la dématérialisation - 5 juin 2018

A moins de quatre mois du passage au « tout démat' » dans la commande publique, la Direction des affaires juridiques de Bercy publie un guide pratique afin d'accompagner l'ensemble des acteurs, acheteurs et opérateurs économiques dans la préparation de cette échéance. Prenant la forme d'une « Foire aux Questions », ce guide est organisé en deux parties : l'une dédiée aux acheteurs, l'autre aux opérateurs économiques.

Source :

- > www.lemoniteur.fr/article/dematerialisation-des-marches-publics-bercy-publie-son-guide-tres-pratique.1974764

A télécharger :

- > « Guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics pour les acheteurs » : www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-A.pdf
- > « Guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics pour les opérateurs économiques » : www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf

L'Union des fabricants de menuiseries (UFME) vient de publier une fiche technique pour aider les professionnels à comprendre le label « E+C- » - 11 juin 2018

Cette fiche de quatre pages, téléchargeable gratuitement sur le site internet de l'UFME, détaille les principes du label de manière synthétique et illustrée, met en lumière les évolutions par rapport au cadre réglementaire en vigueur et délivre, en quelques points, des prescriptions permettant aux professionnels de se positionner efficacement en répondant aux exigences de ce label. Elle s'adresse aussi bien aux adhérents de l'UFME qu'à l'ensemble des acteurs du secteur.

Source :

- > www.batiactu.com/edito/ufme-aide-professionnels-a-s-approprier-label-e-53235.php

A télécharger :

- > « Fiche technique N°41 - Label E+C- » : www.ufme.fr/sites/default/files/bibliotheque/ft_ec-_20180424.pdf

La France adopte un nouveau décret relatif à l'étiquetage énergétique - 14 juin 2018

Publié au Journal officiel du 14 juin 2018, ce décret prévoit une nouvelle échelle allant de A à G et la création d'une base de données des produits pour une meilleure surveillance du marché.

Source :

- > www.actu-environnement.com/ae/news/etiquette-energie-version-nouvelle-france-decret-31479.php4

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

Performance énergétique des bâtiments (PEB) : la norme NF EN ISO 52003-1 fournit un cadre pour définir les exigences au niveau global du bâtiment - Mai 2018

La norme NF EN ISO 52003-1 fait partie d'une série de normes visant à l'harmonisation internationale de la méthodologie d'évaluation de la performance énergétique des bâtiments. Elle décrit la relation entre les indicateurs, les exigences et les notations PEB, et discute de l'importance de valeurs ajustées spécifiques au projet comme exigence ou référence pour certains indicateurs PEB. Elle contient une paire d'étiquettes PEB possibles et énumère les différentes étapes à suivre lors de l'établissement d'un programme de certification PEB. Elle fournit enfin des tableaux normalisés permettant de consigner, de manière structurée et transparente, les choix qui doivent être adoptés par rapport aux exigences de PEB globale.

Source :

- > www.boutique.afnor.org/norme/nf-en-iso-52003-1/performance-energetique-des-batiments-indicateurs-exigences-appreciations-et-certificats-partie-1-aspects-generaux-et-ap/article/913583/fa187941

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

Des scientifiques britanniques ont développé un matériau de construction biodégradable composé de sable du désert - 18 mai 2018

Quatre jeunes chercheurs déclarent avoir mis au point un nouveau procédé, nommé « Finite », qui valorise le sable désertique. Au moyen d'un liant dont la nature n'est pas révélée, il est possible d'agréger les grains et d'obtenir un matériau composite dont la résistance en compression serait équivalente à celle du béton classique. Avantage supplémentaire, l'empreinte carbone de cette résine non-polluante serait bien inférieure à celle du ciment, dont les émissions de gaz carbonique sont souvent décriées. Le « Finite » serait également recyclable par fusion, à l'image du verre, et aisément teinté ou moulé. Enfin, le matériau laissé tel quel serait biodégradable.

Source :

> www.batiactu.com/edito/sable-desert-pourrait-servir-a-construire-durablement-52993.php

Effinergie publie le « Livre blanc de la ventilation : Acte I - La nécessité d'une attestation de fin de chantier » - 29 mai 2018

La volonté des professionnels de progresser sur le sujet de la ventilation vient d'aboutir à un premier volet du livre blanc de la ventilation. Ce premier volet se concentre sur la nécessité d'une attestation de fin de chantier. La préoccupation affichée de chacun des signataires est d'améliorer la qualité des installations de ventilation des bâtiments afin de contribuer à offrir à nos citoyens un environnement intérieur sain et confortable.

Source :

> www.effinergie.org/web/index.php/actualite-rss/2312-livre-blanc-de-la-ventilation-acte-i-la-necessite-d-une-attestation-de-fin-de-chantier

A télécharger :

> « Livre blanc de la ventilation : Acte I - La nécessité d'une attestation de fin de chantier » :
www.effinergie.org/web/images/attach/base_doc/2311/livre-blanc-de-la-ventilation-acte-imai-2018v2.pdf

Panneaux solaires thermiques : l'association Qualit'Enr et le CSTB proposent un cahier de prescription technique pour fixer la fixation des panneaux solaires thermique sur toiture en sur-imposition - 15 juin 2018

Ce cahier de prescription technique vise à simplifier l'application des codes européens de conception et de calcul des ouvrages (Eurocodes). Il définit les règles propres au solaire thermique et précise les rôles des différents acteurs (maître d'ouvrage, installateur, bureau d'études, fabricant, ...). Il permet également de définir un consensus sur les paramètres absents ou difficiles à identifier dans les Eurocodes et fournit un outil logiciel facilitant les calculs.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/panneaux-solaires-thermiques-cahier-prescription-technique-31487.php4

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

FacETe : calculez la facture énergétique de votre territoire - 4 juin 2018

Auxilia et Transitions mettent l'outil FacETe à disposition de tous les acteurs de la transition énergétique. Librement accessible en ligne à l'adresse www.outil-facete.fr, FacETe permet de calculer le coût total de l'énergie consommée et importée par l'ensemble des acteurs d'un territoire, ainsi que la valeur générée par la production locale d'énergies renouvelables. À partir des données d'entrée, l'outil calcule et présente sous forme de graphes la facture énergétique brute, nette et par habitant du territoire.

Source :

> www.auxilia-conseil.com/actu/energies-et-developpement-economique-deux-facete-essentielles-transition

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

Vient de paraître : « Le secteur de la construction à Bruxelles - Constat et perspectives : vers une économie circulaire » - Mai 2018

Réalisée par la Division Énergie, Air, Climat et Bâtiments durables de Bruxelles Environnement, dans le cadre du Programme Régional en Economie Circulaire (PREC), en collaboration avec la Confédération Construction Bruxelles-Capitale, le CDR Construction et le Centre Scientifique et Technique de la Construction, cette publication présente le concept d'économie circulaire appliqué au secteur de la construction :

- Que sous-entend la transition vers l'économie circulaire ?
- Pourquoi est-elle est nécessaire ?
- Quelles sont les pistes pour l'appliquer ?

Autant de questions auxquelles répond cette publication structurée en deux parties complémentaires : la première dresse un constat et la seconde définit une vision et des objectifs.

Source :

> www.circulareconomy.brussels/le-secteur-de-la-construction-a-bruxelles-constat-et-perspectives-vers-une-economie-circulaire/

Bâtiments publics : un nouveau prêt pour impulser la rénovation énergétique - 31 mai 2018

Le prêt GPI AmbRE, lancé par la banque des territoires dans le cadre du Grand Plan d'Investissement, vise à accélérer la transition écologique. Ce prêt proposera un taux indexé sur le taux du livret A (0,75%) et pourra financer des projets qui réaliseront un gain énergétique, après travaux, d'au moins 30%. Il pourra également couvrir jusqu'à 100% du financement à hauteur d'un besoin d'emprunt de 5 millions d'euros et 50% pour les besoins d'emprunt supérieurs à 5 millions d'euros. Une enveloppe de 2 milliards d'euros sur fonds d'épargne est mobilisée sur la période 2018-2022.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/batiments-publics-un-nouveau-pret-pour-impulser-la-renovation-energetique.1974179

Economie circulaire : ouverture d'un portail d'informations dédié aux entreprises - 31 mai 2018

Ce portail, disponible en ligne à l'adresse www.aides-publiques-entreprises.eco-circulaire.fr, fournit un panorama de l'ensemble des aides spécifiques à l'économie circulaire qu'elles soient européennes, nationales ou régionales.

Chaque aide fait l'objet d'un descriptif précis (application, type, date de validité, échelle territoriale, contact, ...). Les entreprises peuvent en outre émettre des avis sur les aides dont elles ont bénéficié et échanger avec d'autres entreprises sur leurs retours d'expérience.

Cet outil à destination des acteurs économiques est une initiative du ministère de la Transition écologique et solidaire.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/economie-circulaire-portail-information-aides-entreprises-31379.php4

Photovoltaïque : les tarifs d'achat de 2006 et 2010 étaient illégaux - 13 juin 2018

La Cour d'appel de Nîmes puis le Tribunal de Nanterre ont reconnu que les arrêtés tarifaires de 2006 et 2010 étaient illégaux. La France avait mis en place ce soutien public qui s'apparentait à une aide d'Etat sans en avoir averti la Commission européenne, conformément aux traités en vigueur.

Les producteurs photovoltaïques touchés par le moratoire de 2010 ne peuvent donc pas parler de préjudice puisque les tarifs d'achat fixés par la France étaient illégaux.

Se profile un remboursement des aides illégalement touchées.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/photovoltaique-tarifs-achat-illegaux-enedis-axa-loison-pujos-31469.php4

/// SOMMAIRE ///

/// IMMOBILIER ///

83% des logements des Français sont énergivores - 23 mai 2018

Selon une récente étude du réseau Guy Hoquet, la majorité du parc existant est composé de bâtiments classés en D (40%) et E (30%), ce qui représente un coût annuel de 1 450 euros en moyenne, soit environ 13,60 euros/m².an. Les fameuses « passoires thermiques », logements classés en F et G, représentent quant à elles 13% du parc, tandis que les exemplaires A et B ne représentent que respectivement 5% et 4%.

Source :

> <http://m.lesechos.fr/patrimoine/immobilier-83-des-logements-sont-energivores-0301709560406.php>

Vient de paraître : « Un projet de construction : posez-vous les bonnes questions ! » - 23 mai 2018

Cette plaquette de l'AQC, composée de 25 questions, est un outil de prévention et un pense-bête, de la conception à l'exploitation de l'ouvrage. Elle doit être renseignée, dès l'idée du projet, par le maître d'ouvrage et lui sera utile durant toute la vie du bâtiment. Elle peut aussi être utile à tous les professionnels qui interviendront, de la phase amont jusqu'à l'exploitation de l'ouvrage. Son utilisation permet de créer des conditions de dialogue en amont de toute prestation d'accompagnement de projet. Le document peut être téléchargé, modifié et enregistré pour chaque opération de construction.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3243

A télécharger :

> « Un projet de construction : posez-vous les bonnes questions ! » :
www.qualiteconstruction.com/sites/default/files/2018-05/PT-Projet-Construction-Bonnes-Questions-A-Poser.pdf

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) publie son rapport annuel « Mal-logement, mal-logés » - 28 mai 2018

Ce rapport de l'ONPES aborde la question du mal-logement « *en tant que facteur récurrent de la persistance de la pauvreté et de l'exclusion* ». Il se propose d'éclairer la compréhension de cette crise persistante et paradoxale en complétant la mesure quantitative des difficultés de logement par un regard sur la situation des personnes logées ou exclues du logement de droit commun, et ce, à travers deux questions : comment sont logées les personnes pauvres au regard de l'évolution générale de la situation du logement depuis une vingtaine d'années et particulièrement depuis la crise de 2008 ? Et quelle perception ces personnes ont-elles de leurs conditions d'habitat, spécialement celles qui se trouvent de fait exclues du logement de droit commun et vivent au quotidien dans ce que l'ONPES qualifie de situations marginales ?

Source :

> www.precarite-energie.org/Mal-logement-mal-loges-Rapport-2017-2018-de-l-ONPES.html

A télécharger :

> « Mal-logement, mal logés - Rapport 2017-2018 » : www.precarite-energie.org/IMG/pdf/onpes_ra2017_web.pdf

De février à avril 2018, le nombre de mises en chantier de logements neufs affiche une baisse de 7,8% par rapport au trimestre précédent - 29 mai 2018

Selon les chiffres du ministère de la Cohésion des territoires, cette baisse est de 2,7% dans l'individuel et de 11,4% dans le collectif. En revanche, les autorisations de logements sont en hausse de 1,6%, en raison notamment de l'augmentation du nombre de permis de construire dans le collectif (+8,8%). En données brutes, ce sont 495 100 logements qui ont été autorisés à la construction et 422 000 qui ont été mis en chantier entre mai 2017 et avril 2018, soit une augmentation de respectivement 3,2% et 7,1% par rapport à l'année précédente.

Source :

> www.batiactu.com/edito/nombre-mises-chantier-logements-neufs-continue-chuter-53089.php

Les taux de crédits immobiliers ont poursuivi leur recul au mois de mai pour s'établir à 1,46%, contre 1,47% en avril - 6 juin 2018

Les taux de crédits immobiliers accordés aux particuliers par les banques ont ainsi retrouvé leur niveau du début 2017, une situation qui s'explique notamment par l'érosion de la demande. Dans le détail, les taux pour l'accession à la propriété se sont établis en mai à 1,53% dans le neuf (en hausse par rapport à avril) et à 1,46% dans l'ancien (en baisse).

Concernant la durée moyenne des prêts, elle a enregistré en mai un rebond : après un léger raccourcissement en avril, elle a repris sa progression constante pour gagner 17 mois depuis le début de l'année 2014. En mai 2018, la durée moyenne des prêts immobiliers a donc atteint 224 mois contre 220 le mois précédent.

Source :

> www.batiactu.com/edito/immobilier-credits-restent-tres-accessibles-mai-53196.php

Les charges de copropriétés ont augmenté de 2% entre 2016 et 2017 - 7 juin 2018

C'est ce que révèle le dernier observatoire de l'Association des responsables de copropriétés (ARC). Si le chauffage reste la charge la plus importante (28%) malgré une baisse de 1,1%, ce sont les contrats d'assurance qui ont le plus augmenté (+6,7%, soit 6% du poids des charges), les frais de gardiennage (+5%, soit 20% des charges totales) ainsi que les frais de gestion (+3,2%, soit 12% du poids total des charges).

Source :

> www.batiactu.com/edito/pourquoi-charges-coproprietes-ont-elles-augmente-2017-53202.php

Les prix de l'immobilier ancien enregistrent une hausse de 1,5% au 1^{er} trimestre 2018 par rapport au 4^{ème} trimestre 2017 - 7 juin 2018

Selon l'Insee, cette augmentation est encore plus marquée en glissement annuel avec +3,5% par rapport au 1^{er} trimestre 2017, tirée notamment par le prix des appartements, en croissance de 4,3%. Cette hausse des prix de l'immobilier ancien touche aussi bien l'Île-de-France que la Province, respectivement de 4,3% et 3,1% en glissement annuel et de 0,9% et 1,8% par rapport au trimestre précédent.

Source :

> www.batiactu.com/edito/hausse-prix-immobilier-ancien-au-premier-trimestre-53209.php

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Vient de paraître : « Maîtriser la migration de vapeur d'eau dans les parois - Les points de vigilance en rénovation » - Mai 2018

Cette plaquette de l'AQC s'adresse aux professionnels amenés à réaliser des travaux de rénovation énergétique dans un bâtiment. Elle a pour objectif de rappeler les points de vigilance et les bonnes pratiques afin d'éviter des risques de condensation à l'intérieur des parois susceptibles de générer des pathologies. La première partie de la plaquette décrit le phénomène de condensation et les paramètres qui peuvent influencer sur son apparition. La seconde partie développe les conseils de prévention associés, aussi bien en conception qu'à la mise en œuvre et lors de l'entretien.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3261

/// SOMMAIRE ///

/// RÉALISATIONS ///

Le Groupe Maisons France Confort et ses 18 partenaires industriels dévoilent le concept YRYS : une vitrine technologique de la maison du futur - 15 juin 2018

S'inscrivant dans une démarche d'habitat sain (matériaux/qualité de l'air intérieur), le concept YRYS se veut connecté et intelligent (smart compatible, systèmes, équipements et véhicules).

Il est également énergétiquement sobre en intégrant tous les usages avec, notamment, une autoconsommation maximisée et un objectif de maison à énergie positive en toute saison.

A partir du lancement du projet en janvier 2017, le Groupe Maisons France Confort et ses partenaires ont mené de nombreuses études en amont afin d'optimiser les performances du concept YRYS.

Concernant le confort thermique, les études sur la conception bioclimatique ont abouti à un coefficient B_{bio} de 60,5. L'indice de déperdition thermique de l'enveloppe du bâtiment a été évalué à 0,484 W/m².°C.

Enfin, l'efficacité énergétique des équipements permet d'atteindre une consommation d'énergie primaire de 46,5 kW_{ep}/m².an répartie entre chauffage (45,8%), production d'eau chaude sanitaire (27,5%), éclairage (7,3%) et auxiliaires (19,4%).

Source :

> www.enerzine.com/concept-yrys-une-vitrine-technologique-de-la-maison-du-futur

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

Le programme PACTE publie le calepin de chantier numérique « Réalisation des encadrements de baies et intégration des menuiseries dans les parois bois » - 30 mai 2018

Ce calepin ne se substitue pas aux NF DTU 31.2, 41.2, 36.5 et 31.4. Il s'inspire et complète le guide RAGE : « Intégration des menuiseries extérieures dans des parois à ossature bois ».

Source :

> www.programmepacte.fr/actualites/300518-publication-du-calepin-de-chantier-numerique-realisation-des-encadrements-de-baies

A télécharger :

> « Réalisation des encadrements de baies et intégration des menuiseries dans les parois bois » :
www.programmepacte.fr/sites/default/files/pdf/ccencadrementsbaiesmenuiserieparoisboisneufavril18180web.pdf

Le programme PACTE publie le calepin de chantier numérique « Chapes et dalles sur plancher bois en rénovation - Conception, interface et mise en œuvre » - 30 mai 2018

Ce calepin traite des conditions d'exécution de chapes et dalles non-structurelles à base de liants hydrauliques visées par le NF DTU 26.2 + A1 sur planchers en bois ou en panneaux à base de bois, en rénovation. Il ne se substitue pas aux Recommandations Professionnelles RAGE : « Chapes et dalles sur planchers bois - ouvrages en réhabilitation ».

Source :

> www.programmepacte.fr/actualites/300518-publication-du-calepin-de-chantier-numerique-chapes-et-dalles-sur-plancher-bois-en

A télécharger :

> « Chapes et dalles sur plancher bois en rénovation - Conception, interface et mise en œuvre » :
www.programmepacte.fr/sites/default/files/pdf/ccchapesdallesplancherboisrenoconcinterfacemoerenoavr18178web.pdf

Le programme PACTE publie le calepin de chantier numérique « Etanchéité et isolation thermique des toitures terrasses en bois : conception, interfaces, mise œuvre » - 8 juin 2018

Ce calepin traite de la mise en œuvre des ouvrages de toitures avec étanchéité et éléments porteurs en bois et à base de bois, dans le cas où l'isolation thermique de la toiture est réalisée pour partie ou intégralement en sous-face de l'élément porteur.

Source :

> www.programmepacte.fr/actualites/080618-publication-du-calepin-de-chantier-numerique-etancheite-et-isolation-thermique-des

A télécharger :

> « Etanchéité et isolation thermique des toitures terrasses en bois : conception, interfaces, mise en œuvre » :
www.programmepacte.fr/sites/default/files/pdf/ccetanchisoltoituresterrassesboisconcintermoerenoavr18182web.pdf

Créations d'entreprises : le secteur de la construction enregistre une augmentation de 6,1% au mois de mai 2018, atteignant les 5 578 entreprises créées - 13 juin 2018

Tous secteurs confondus, 59 315 entreprises ont été créées en mai 2018. Sur un an, le nombre d'entreprises créées progresse de 14% : les immatriculations de micro-entrepreneurs se détachent en enregistrant un bond de 22,2%, suivies par les créations d'entreprises individuelles classiques (+16,5%) et celles de sociétés (+2,6%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/creations-entreprises-ont-fortement-augmente-mai-53264.php

Les secteurs de la construction et des activités immobilières enregistrent les plus forts reculs du nombre de défaillances cumulées sur 12 mois (respectivement -11,5 % et -13,1 %) - 15 juin 2018

Cette diminution concerne la période allant de mars 2017 à mars 2018. Pour autant, le secteur de la construction reste le premier pourvoyeur de faillites d'entreprises, avec 11 681 en mars 2018 (sur un total de 53 095).

Source :

> www.batiactu.com/edito/defaillances-toujours-chute-dans-btp-53294.php

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

La Direction générale des entreprises, le PICOM et le ministère des Sports publient une étude prospective sur les « Marchés des objets connectés à destination du grand public » - Mai 2018

Cette étude, réalisée par l'IDATE, propose plusieurs scénarios prospectifs de développement du secteur ainsi que des pistes pour accompagner au mieux les acteurs, qu'ils soient traditionnels, à la recherche d'une diversification de leur production, ou nouveaux entrants.

Source :

> www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/marches-des-objets-connectes-a-destination-du-grand-public?utm_campaign=pipame-objets-connectes&utm_source=pipame-objets-connectes&utm_medium=juin-2018

En 2017, le marché des planchers chauffant-rafraîchissant basse température a retrouvé son niveau d'activité record de 2011 - 30 mai 2018

Selon Cochebat, plus de 400 000 logements sont désormais équipés de systèmes de planchers chauffant-rafraîchissant basse température (PCRBT) en France. Dans le segment de la maison individuelle, plus d'une maison sur deux serait équipée en PCRBT, principalement au rez-de-chaussée. Dans celui du logement collectif, la part de marché est plus faible (environ 5%), mais est en progrès. Quant aux établissements recevant du public, Cochebat ne précise pas la part de marché que cette technologie détient, mais le syndicat fait valoir qu'elle « *reste stable et significative* » bien que ce segment soit lui-même en recul.

Source :

> www.batiactu.com/edito/marche-plancher-chauffant-rafraichissant-reprend-couleurs-53108.php

Le FCBA publie le Mémento 2018 de la filière - 6 juin 2018

En 2017, la production des industries du bois a globalement augmenté, poursuivant la stabilisation et le redressement esquissés depuis 2015.

Source :

> www.fcba.fr/actualite/le-memento-2018-est-paru

A télécharger :

> « Mémento 2018 FCBA » : www.fcba.fr/sites/default/files/files/memento2018.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

Lutte contre la précarité énergétique : Amorce publie un recueil des bonnes pratiques des collectivités - 28 mai 2018

Cette étude fournit une photographie des actions privilégiées par les collectivités en matière de lutte contre la précarité énergétique et identifie les besoins associés pour une meilleure prise en compte de cette problématique sur le territoire.

Source :

> www.precarite-energie.org/Recueil-des-bonnes-pratiques-des-collectivites-en-matiere-de-lutte-contre-la.html

A télécharger :

> « Recueil des bonnes pratiques des collectivités en matière de lutte contre la précarité énergétique » : www.precarite-energie.org/IMG/pdf/recueil_des_bonnes_pratiques_des_collectivites.pdf

Rénovation énergétique des bâtiments éducatifs : le groupe de travail co-piloté par le Plan Bâtiment Durable et la Caisse des dépôts publie son rapport - 29 mai 2018

Au total, près de 200 participants se sont impliqués dans le groupe de travail pour proposer 22 pistes opérationnelles, parmi lesquelles :

- La mise en place d'un vaste « Plan bâtiments éducatifs » qui permettrait de lancer un mouvement coordonné, à l'ensemble des échelons territoriaux, de rénovation des bâtiments éducatifs, à la fois pour l'enjeu propre à la rénovation de ce patrimoine immobilier, mais aussi par l'occasion qu'il procurerait de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par les bâtiments éducatifs.
- L'entrée dans une démarche globale comprenant, notamment, la sensibilisation et la conviction des décideurs et des acteurs, la connaissance du parc et la mise en place d'une stratégie immobilière, l'entrée dans des démarches de progrès énergétiques et de valorisation des actifs.
- La mutualisation et la mise en réseau des maîtres d'ouvrage, à tous les niveaux et de toutes les manières possibles. Cela concerne l'échange sur les questionnements et leurs réponses, la mise en place de centres de ressources dédiés, d'outils d'accompagnement et d'assistance à la mobilisation des financements, jusqu'à la mise en commun des ressources et des investissements, à chaque fois que cela est possible.

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/renovation-energetique-des-batiments-educatifs-le-a1245.html

A télécharger :

> « Rapport du groupe de travail - Rénovation énergétique des bâtiments éducatifs » : www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/180529_-_rapport_renovation_batiments_educatifs_pbd_cdc_vf.pdf

Le RAPPEL publie le guide « Les pratiques commerciales abusives dans le secteur de la rénovation énergétique - Comment s'en prémunir ? Quels recours pour les personnes qui en sont victimes ? » - 5 juin 2018

Ce guide a pour objectif de récapituler les principales pratiques employées par les entreprises aux différents stades de la relation commerciale (prise de contact, contractualisation, réalisation des travaux), de fournir les moyens de se prémunir des pratiques commerciales abusives et de présenter les recours possibles si un ménage s'y trouve confronté.

Source :

> www.precarite-energie.org/Guide-Les-pratiques-commerciales-abusives-dans-le-secteur-de-la-renovation.html

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

Publication d'une thèse : « Contribution à l'étude de la remise en suspension de particules générée par le pas humain au sein d'une ambiance du bâtiment » - Avril 2018

Ce travail s'inscrit dans la thématique de la pollution particulaire de l'air intérieur et concerne plus particulièrement les phénomènes de remise en suspension liés à l'impact, au niveau du sol, des pas d'une personne qui marche sur un plancher chargé en particules. La première partie présente un état de l'art des connaissances de la pollution particulaire. La seconde partie est consacrée à la présentation de la maquette qui a été mise au point au laboratoire LaSIE à La Rochelle afin d'étudier le dépôt et la remise en suspension des particules par un simulateur mécanique du pas humain depuis un sol chargé en particules. La troisième partie du travail consiste à mesurer les vitesses de l'écoulement de l'air généré par un simulateur mécanique automatisé du pas humain en différents emplacements.

Source :

> www.theses.fr/2017LAROS034

A télécharger :

> « Contribution à l'étude de la remise en suspension de particules générée par le pas humain au sein d'une ambiance du bâtiment » : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01804988/document>

Un guide pour intégrer le radon dans les enseignements - 23 mai 2018

Pour aider les organismes de formation à élaborer des actions de sensibilisation ou de formation auprès des professionnels, l'Agence régionale de santé, la DREAL, l'Autorité de sûreté nucléaire et le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'Aménagement, ainsi que le CEPN, l'IRSN et l'EMN, ont élaboré un document présentant de façon aussi exhaustive que possible l'ensemble des thèmes qui peuvent être abordés dans une sensibilisation ou une formation traitant du radon.

Source :

> www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/integrer-le-radon-dans-ses-enseignements-a4462.html

La mauvaise isolation acoustique des logements affecte un tiers des Français - 24 mai 2018

Selon le baromètre Qualitel-Ipsos sur la qualité de vie à la Maison, 85% des Français entretiennent de « bonnes » relations avec leurs voisins. 30% (42% des occupants d'appartements) admettent toutefois avoir déjà connu des tensions pour des problèmes liés au bruit. Le défaut acoustique est, après l'inconfort thermique, le deuxième plus fort sujet d'insatisfaction des Français en matière de qualité de leur logement (30% d'insatisfaits au global contre 32% pour le confort thermique).

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/la-mauvaise-isolation-acoustique-affecte-un-tiers-des-francais-etude-24-05-2018-32623.html

Toxicité potentielle des nanomatériaux dans le BTP : l'OGBTP publie un dossier thématique - 1^{er} juin 2018

Les nanomatériaux sont déjà présents dans la construction que ce soit dans (ou sur) la pierre, le plâtre, le béton, le verre, les métaux, les peintures et revêtements ou les isolants, et ce, afin de leur conférer des capacités supérieures en termes de résistance mécanique, de tenue au feu ou d'amélioration de la mise en œuvre. Cependant, l'impact sanitaire de ces matériaux est encore mal connu. Ce dossier spécial publié par l'OGBTP fait le point sur les programmes d'études en cours au niveau de la prévention des risques.

Source :

> www.batiactu.com/edito/nanomateriaux-dans-btp-quels-benefices-quels-risques-53151.php

Lancement du premier accélérateur de start-up dédié à l'innovation en santé et prévention - 12 juin 2018

Le CCCA-BTP, l'OPPBTP, PRO BTP et EXCELLENCE SMA, en partenariat avec Impulse Partners, ont créé un nouvel accélérateur de start-up sur le thème : « Santé - Prévention dans le BTP ». Ce nouvel outil s'inscrit dans une démarche d'ouverture et d'échanges. Il doit permettre l'expérimentation et le déploiement de solutions innovantes.

Source :

> www.envirobat-oc.fr/Lancement-du-premier-accelerateur-de-start-up-dedie-a-l-innovation-en-sante-et-prevention

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

Le guide « Villes intelligentes - Tous concernés, du village à la métropole » du CEREMA a été mis à jour - Mai 2018

Cet ouvrage aide les élus à comprendre en quelques mots les enjeux de la transition numérique pour leurs collectivités et propose des leviers d'action.

Source :

> www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/villes-intelligentes-tous-concernes-du-village-metropole

« Quelles villes pour demain ? » : l'ADEME publie un guide pour maîtriser l'étalement urbain et repenser la ville - Mai 2018

L'étalement urbain a des répercussions sur notre vie et notre environnement : réduction des terres naturelles et agricoles, détérioration de la biodiversité, augmentation des risques d'inondations, difficulté à créer de la fraîcheur en ville en période de forte chaleur, etc. Aujourd'hui, la réglementation encourage une gestion économe de l'espace. Une multitude de stratégies et d'actions sont menées pour rendre nos villes durables et agréables à vivre sans les étendre davantage, tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique. Comment freiner l'étalement urbain ? Comment rendre les villes durables, agréables à vivre et accessibles à tous ?

Source :

> www.ademe.fr/villes-demain

A télécharger :

> « **Quelles villes pour demain - Maîtriser l'étalement urbain et repenser la ville** » : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-quelles-villes-pour-demain.pdf

Le groupe RBR 2020-2050 « Bâtiment responsable et intelligence artificielle » publie une note thématique - 22 mai 2018

L'intelligence artificielle apparaît aujourd'hui comme un facteur clé de transformation de notre société, et plus spécifiquement du bâtiment, dans une perspective de développement durable. L'objectif de cette note est d'établir un cadre d'analyse de cette nouvelle technologie au service du bâtiment responsable, en utilisant une approche orientée « utilisateur », et ainsi de proposer un support de réflexion destiné aux acteurs de la construction et de l'immobilier. Elle aborde l'impact de l'intelligence artificielle sur le bâtiment de demain selon trois dimensions : le bâtiment et ses systèmes, le bâtiment et son territoire, et le bâtiment et la société.

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/note-thematique-batiment-responsable-intelligence-r255.html

La Fondation de France lance l'appel à projets « Habiter et vivre ensemble sur son territoire » - 29 mai 2018

La Fondation de France souhaite accompagner des initiatives participatives concernant des ménages à revenu modeste et faisant preuve d'innovation. Il s'agit de soutenir l'aide au démarrage d'un projet (ou son développement) aux organismes à but non-lucratif qui visent aussi bien l'accès au logement que le maintien dans celui-ci, le développement d'une nouvelle offre à vocation sociale que l'implication des habitants sur leur territoire. La Fondation de France soutiendra notamment les projets : développant des solutions nouvelles telles que l'habitat participatif, le logement des travailleurs précaires, l'écohabitat, ... ; ou contribuant à sortir des situations de fragilité les habitants de copropriétés en difficultés, d'habitat dégradé et/ou énergivore. La date limite de candidature est fixée au 12 septembre 2018.

Source :

> www.precarite-energie.org/Appel-a-projets-2018-Habiter-et-vivre-ensemble-sur-son-territoire-Date-limite.html

Vient de paraître : « Décliner la trame verte bleue dans les PLU et PLUi - Guide pratique » - 29 mai 2018

Depuis l'introduction du concept de Trame Verte et Bleue, les PLU(i) constituent des leviers essentiels pour mettre en œuvre la fonctionnalité écologique de nos territoires. Avec l'appui de l'AUDAP, les Syndicats Mixtes de SCoT du Pays Basque et Seignanx et du Grand Pau ont souhaité construire, avec la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Etat, un guide synthétique et pragmatique à l'intention des communes, des intercommunalités et de leurs prestataires. Ce guide est conçu pour les aider à construire leur projet TVB en prenant en compte les données supra-territoriales.

Source :

> www.audap.org/?Publications-%26amp%3B-Ressources/Etudes/Etudes-en-detail&etudes=decliner-la-trame-verte-bleue-dans-les-plu-et-plui-guide-pratique

Mon projet pour la planète : le ministère de la Transition écologique va soutenir 44 projets - 31 mai 2018

Lancée dans le cadre du Plan climat, l'initiative « Un projet pour la planète », a mobilisé citoyens et associations. Plus de 420 dossiers dédiés à la biodiversité, à l'économie circulaire ou aux énergies renouvelables ont été proposés. Après avoir été étudiés par un jury et soumis au vote des citoyens, les 44 lauréats, dont 8 en outre-mer, vont se partager une enveloppe de trois millions d'euros. Parmi les 44 projets sélectionnés : l'ouverture d'un centre de formation en permaculture et micro-maraichage en milieu urbain à Lyon ; la création d'un réseau citoyen pour assurer la sauvegarde des espèces endémiques du pays, en Nouvelle-Calédonie ; la création d'une banque de semences forestières et fruitières, en Guyane française ; et le développement un label contre l'obsolescence, en Haute-Garonne.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/mon-projet-pour-la-planete-laureats-31383.php4

Vient de paraître : « Le changement climatique en 10 questions - Comprendre ses causes et ses conséquences pour mieux réagir » - Juin 2018

Ce guide explique le phénomène de l'effet de serre, ses causes et ses conséquences. Pour tout expliquer, il répond à 10 questions autour du sujet du changement climatique :

- Météo et climat : quelle différence ?
- Qu'est-ce que l'effet de serre ?
- Pourquoi la Planète se réchauffe ?
- Les activités humaines sont-elles les seules responsables ?
- La Planète se réchauffe-t-elle partout ?
- Y aura-t-il plus d'événements climatiques extrêmes ?
- Quelles conséquences sur les océans ?
- Quelles conséquences pour la faune et la flore ?
- Quelles conséquences pour les êtres humains ?

Source :

> www.ademe.fr/changement-climatique-10-questions

A télécharger :

> « Le changement climatique en 10 questions » :
www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-changement-climatique.pdf

Vient de paraître : « Une maison plus écologique - Pour protéger sa santé et préserver l'environnement » - Juin 2018

Pour rendre une maison plus saine, plus confortable et plus économe, des gestes simples qui ne remettent en cause que quelques habitudes sont un premier pas, mais de petites dépenses ou des investissements plus importants permettent d'aller plus loin. Ce guide propose de nombreuses pistes pour agir sur la consommation d'énergie, la réduction des déchets et la qualité de l'air d'un logement.

Source :

> www.ademe.fr/maison-plus-ecologique

A télécharger :

> « Une maison plus écologique - Pour protéger sa santé et préserver l'environnement » :
www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-maison-plus-ecologique.pdf

Le CEREMA publie un recueil de bonnes pratiques en matière d'accessibilité des cœurs de villes et des villages - 6 juin 2018

Destiné aux maîtres d'ouvrage de projets d'aménagements, aux concepteurs ainsi qu'à l'ensemble des acteurs de l'accessibilité, cet ouvrage expose des solutions mises place dans des « petites » villes et villages afin de rendre accessibles la voirie, les espaces publics, les accès aux transports et aux bâtiments, en facilitant les déplacements de tous. L'objectif de cette publication est de présenter une variété d'aménagements de centres-bourgs de villes de petite taille ou de villages, intéressantes tant sur le plan de l'accessibilité qu'au regard des autres enjeux de l'aménagement durable (qualité urbaine et paysagère, gouvernance, ...). Au total, 23 opérations sont mises en avant, et répondent à différents objectifs ou types d'actions : mener une démarche intégrée, agir dans un contexte topographique contraint, donner davantage de place aux piétons, favoriser également le développement communal, favoriser la convivialité ou, bien encore, conjuguer l'accessibilité avec la qualité paysagère et patrimoniale.

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/accessibilite-coeurs-villes-villages-cerema-publie-recueil

Le tome 2 du « Référentiel pour l'évaluation des Eco Quartiers » propose un cadre pour l'évaluation des écoquartiers en phase de vie. Il propose, de manière très pratique :

- des questions pour une évaluation la plus complète possible des écoquartiers ;
- une trentaine d'indicateurs-clés et 59 indicateurs secondaires, qui portent sur la démarche et le processus de réalisation du projet, sur les résultats obtenus, et sur les impacts, aussi bien directs qu'indirects ;
- des éléments de méthode sur la manière de renseigner ces indicateurs, *via* notamment le recueil de la parole des usagers et des habitants.

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/referentiel-national-evaluation-ecoquartiers-publication-du

A télécharger :

> « Référentiel national pour l'évaluation des EcoQuartiers - Tome 2 » :
www.ecoquartiers-club.logement.gouv.fr/IMG/pdf/cerema_bat_bdef.pdf

/// SOMMAIRE ///

Les membres du réseau BEEP



Avec le soutien technique et financier de :



Crédits photos page de couverture (de gauche à droite) :

Prototype Terra Nostra Confluence © VAD - SYDESL © ADEME Bourgogne-©Pierre COMBIER-Nicolas FAVET Architectes - Résidence en habitat participatif MasCobado à Montpellier © Ecobatp LR